



21 rue Béranger
75003 PARIS

INFORMATIONS A DESTINATION DES
Membres du Bureau National
Secrétaires Académiques et Départementaux
Commissaires Paritaires Nationaux

Paris, le 13 septembre 2005

ANALYSE DU DECRET MODIFIANT LE DECRET DU 30 AOUT 85

Le décret du 9 septembre 2005 modifiant le décret du 30 août 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement (EPL) vient d'être publié au JO du 11/09/05.

La sortie de ce décret n'a pu se faire que sous la pression du SNPDEN et de sa fédération l'UNSA-Education.

Certaines de nos revendications sont enfin satisfaites :

- « **Le conseil d'administration peut déléguer à la commission permanente certaines de ses attributions** ». Ne peuvent bien sûr pas être délégués, l'adoption du projet d'établissement, du budget, du compte financier, et du règlement intérieur, les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative, ni le rapport annuel sur le fonctionnement de l'établissement. Ne peuvent pas non plus être délégués l'adoption du règlement intérieur du conseil d'administration et la -non souhaitable- expérimentation sur la présidence du conseil d'administration.

Cette commission permanente voit sa composition restreinte, toujours basée sur le principe du tripartisme (membres de droit, personnels, « usagers »).

- **Le chef d'établissement peut déléguer sa signature** à (aux) adjoint(s), y compris dans sa fonction d'ordonnateur. Il peut même prévoir qu'un adjoint sera ordonnateur suppléant, s'il est absent ou empêché. Il peut aussi déléguer sa signature au gestionnaire. L'une ou l'autre de ces délégations n'étant pas exclusive.

Le décret prévoit que « **le contrat d'objectifs conclu avec l'autorité académique définit les objectifs à atteindre par l'établissement pour satisfaire aux orientations nationales et académiques et mentionne les indicateurs qui permettront d'apprécier la réalisation de ces objectifs** » (Art.2-2).

Cet article se situe dans l'esprit de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Cette « contractualisation » peut permettre de renforcer l'autonomie de l'établissement, mais elle peut aussi se révéler un marché de dupes si elle n'est pas pluriannuelle, si les objectifs et missions assignés à l'établissement ne sont pas clairs et réalistes, ne relèvent pas d'un cahier des charges, de normes de qualité, si les indicateurs ne sont pas définis en concertation.

Cela devrait valoir tant pour les moyens pédagogiques que pour les moyens administratifs afin d'accomplir toutes les missions éducatives, mais aussi de service public qui nous sont dévolues.

L'expérimentation sur la présidence du conseil d'administration dans les lycées d'enseignement technologique ou professionnel devient maintenant totalement singulière puisqu'il est écrit : « **Le président élu exerce les compétences dévolues au président du conseil d'administration** ». Mais dans le décret du 30 août 85, il n'y a de compétence dévolue qu'au chef d'établissement qui représente l'Etat au sein de l'établissement, qui en est l'organe exécutif et qui exerce un certain nombre de compétences définies par l'article 8.

La seule compétence dévolue au président du CA est de présider la séance du CA (article 8 1°) c) à l'exclusion de la présidence des autres instances de l'établissement. Le président du CA a voix prépondérante en cas de partage des voix (article 15 et 16-1 dernier alinéa).

Le chef d'établissement garde la maîtrise de la préparation et de la convocation du CA.

Le CA ne peut délibérer que sur le rapport du chef d'établissement.

Le chef d'établissement conserve la maîtrise de l'organisation des élections y compris pour la commission permanente et le conseil de discipline. (Nouvel article 8-1°) j).

Nous continuons à penser qu'il n'est pas souhaitable de proposer au CA cette expérimentation car elle risque d'être un premier pas vers une remise en cause totale de notre fonction d'organe exécutif de l'établissement.

D'autres éléments importants apparaissent dans le texte.

Dans les lycées, **le conseil des délégués** élit un représentant titulaire et un représentant suppléant au CA. Le représentant titulaire devient vice-président du conseil des délégués dont le président est le chef d'établissement.

L'organisation et les missions du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) sont maintenant définies par de nouveaux articles 30-3 et 30-4.

C'est le CA (ou la commission permanente s'il y a délégation) qui adopte le plan de prévention de la violence et en a donc la responsabilité. Il faut éviter que la préparation de ce plan grève les autres missions du CESC.

De nouvelles missions sont données au CA, celle d'adopter les tarifs des ventes de produits et de prestations de service réalisés par l'établissement et celle d'adopter la programmation et les modalités de financement des voyages scolaires. Cette dernière mission peut être déléguée à la commission permanente.

En cas de pluralité d'adjoints, c'est le chef d'établissement qui désigne celui qui participe à l'instance (conseil d'administration, commission permanente, conseil de discipline). Il va de soi que ces désignations doivent se faire en concertation au sein de la Direction et que le choix peut être différent dans chacune des instances, y compris entre le CA et la commission permanente.

Le décret final adopté après avoir entendu le Conseil d'Etat est différent de celui proposé au Conseil Supérieur de l'Education du 8 juillet 2005.

En particulier, il n'est pas inscrit, comme il était prévu dans l'article 8 1°) que « *le chef d'établissement assure la représentation de l'établissement auprès des services de l'Etat et des collectivités territoriales* » sous prétexte, selon la DESCO, que le Conseil d'Etat estimait que cela allait de soi. En effet, curieusement, ce décret modificatif ne fait référence qu'à la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école mais oublie toute référence à la loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004, alors que le décret de 85 ne doit son existence qu'aux lois de décentralisation de 1982-83, ainsi que toute référence à la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 et à la loi sur le handicap du 11 février 2005. Chacun de ces textes modifie pourtant l'organisation de l'école, le rapport à l'EPLE et même la place du chef d'établissement, correspondant des collectivités territoriales en tant qu'organe exécutif de l'établissement.

Mais le Conseil d'Etat ne pouvait apprécier que ce sur quoi il était saisi par le ministère de l'Education nationale.

Il est d'ailleurs étonnant que le ministre de l'intérieur, comme le ministre des finances, n'aient pas été appelés à signer le décret modificatif comme ils l'avaient fait pour le décret de 85.

En fait, le ministère de l'éducation nationale n'a pas pris la mesure de ce décret dans la réaffirmation de l'autonomie de l'établissement, et du chef d'établissement organe exécutif de l'EPLE face aux volontés hégémoniques de certaines collectivités territoriales.

Le refus d'affirmer le rôle politique du chef d'établissement est paradoxal au moment où l'on affirme que le gestionnaire est chargé des relations avec les collectivités territoriales pour les questions techniques, et cela même s'il le fait sous l'autorité du chef d'établissement.

La circulaire annoncée par la DESCO sur le rôle du chef d'établissement ne fera pas oublier ce loupé magistral du ministère de l'Education nationale.

Pour ce qui est du **conseil pédagogique**, alors que la loi l'a permis et prévoit qu'il sera tout naturellement présidé par le chef d'établissement ou l'adjoint, nous sommes toujours dans l'attente de sa création et de sa traduction dans ce décret qui régit les EPLE. Nous en avons prôné la mise en place depuis plus de cinq ans pour permettre de favoriser la collégialité des pratiques pédagogiques, la responsabilité et l'expertise collective, la coordination de tout ce qui relève des compétences transversales et des pratiques pédagogiques individualisées. De nombreuses organisations enseignantes ont choisi le prétexte futile de la désignation des enseignants par le chef d'établissement sur propositions des équipes pédagogiques pour retarder une nouvelle fois la mise en place de cette instance indispensable. Là encore ce ministère a reculé.

Pour notre part nous ne renonçons pas à affirmer une **véritable autonomie pédagogique pour l'EPLE**.

Nous ne renonçons pas non plus à affirmer l'autonomie de l'EPLE, avec un chef d'établissement tout à la fois représentant de l'Etat mais aussi organe exécutif de l'établissement, dans une vraie démarche de contractualisation avec les rectorats, les inspections académiques, les régions et les départements.

Mais, pour cela il revient à l'Etat, et aussi aux collectivités territoriales dans leurs domaines de compétences, de fixer les missions et d'attribuer les moyens nécessaires aux EPLE pour les mettre en œuvre. L'EPLE doit être seul responsable de cette mise en œuvre. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra parler d'une véritable contractualisation, avec une évaluation a posteriori de la réalisation des objectifs.

Ce décret est pour l'essentiel une avancée. Il reste à convaincre l'Etat, les collectivités territoriales, mais aussi la communauté éducative que l'autonomie de l'EPLE, non contrainte par des hiérarchies tatillonnes ou par des élus locaux autoritaires, et confortée par une politique claire de l'Etat et des moyens adaptés, est le meilleur outil pour traduire les orientations nationales en tenant compte des contraintes sociales et locales dans lesquelles elles se mettent en œuvre.

Malheureusement, la politique éducative du nouveau ministre reste illisible : il se contente d'assurer de manière laborieuse le service après vente de la loi Fillon. Les moyens en personnels adultes qualifiés restent trop largement insuffisants dans les EPLE.

Il faut du temps et des moyens pour diriger. Pour que les personnels de direction puissent se recentrer sur leur mission éducative et pédagogique, il faut une équipe de direction complète dans chaque établissement, assistée d'une équipe administrative opérationnelle.

Philippe Guittet

NB : Le texte du décret du 30 août 1985 intégrant les modifications du décret du 9 septembre 2005 vous sera transmis dans un prochain SA/SD et fera l'objet d'un encart dans le numéro 132 de *Direction*.

SNPDEN

Tél. : 01.49.96.66.66 – Fax : 01.49.96.66.69